

SUJET N°2 : Peut-on critiquer la démocratie ?

INTRODUCTION

Nous tenons aujourd'hui la démocratie pour le meilleur des régimes possibles. La démocratie est un régime politique où le pouvoir appartient au peuple. Aujourd'hui il fait référence aux divers régimes politiques incluant ou fondés sur un système de représentation (parlement, assemblée.) Les systèmes de représentation doivent être électifs et supposent le suffrage universel. La participation s'étend aux couches les moins favorisées de la population. La démocratie s'oppose aux régimes politiques tels que les dictatures, les régimes censitaires, les oligarchies etc... C'est, en principe, le seul régime dans lequel il n'y a pas une partie de la population soumise aux intérêts de la partie dirigeante. Peut-on critiquer un régime politique qui permet à chacun de s'exprimer et d'être totalement libre ? Mais justement la liberté c'est de pouvoir porter un jugement sur tous les sujets. Un homme libre ne doit pas accepter sans réflexion la notion de démocratie. La démocratie est-elle un bon régime ou simplement un moindre mal par rapport aux autres systèmes existants ?

DEVELOPPEMENT

La démocratie est un régime politique, un système de gouvernement dans lequel le pouvoir est exercé par le peuple, par l'ensemble des citoyens. La démocratie athénienne est le premier exemple historique de démocratie mais seuls les citoyens libres pouvaient y participer. C'était une démocratie directe et non élective.

Cependant quand on parle de nos jours de démocratie on pense en particulier au contrat social de Rousseau. Pour Rousseau les hommes sont par nature associable, l'État n'est pas une organisation naturelle mais une convention.. Le pacte d'association proposé par Rousseau jette les bases d'une conception démocratique de souveraineté qui pour l'essentiel reste la nôtre. Selon Rousseau la liberté est inaliénable. On ne peut ni la donner ni la vendre. Dans l'acte d'association, chacun en s'unissant à tous, n'obéit pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant. Rousseau fait de l'individu le fondement du pacte social. L'homme reste totalement libre tout en aliénant sa liberté naturelle afin d'obtenir en échange des droits politiques. Pour vaincre les obstacles qui nuisent à leur conservation dans l'état de nature les hommes n'ont d'autres recours que de s'unir et d'agir en concert. La démocratie, selon Rousseau, est une forme d'association qui défend et protège de toute la force commune, la personne et les biens de chaque associé, chacun s'unissant à tous n'obéit qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant. En perdant sa liberté naturelle le démocrate gagne une liberté conventionnelle : « Chacun se donnant à tous ne se donne à personne ». La fin de tout système législatif est la recherche du plus grand bien de tous. Selon Rousseau cela se réduit à deux objectifs: la liberté et l'égalité. La constitution française du 24 juin 1793 expose dans une déclaration solennelle les droits sacrés et inaliénables que tout gouvernement doit respecter. Ces droits sont : l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété. On retrouve là l'influence directe de Rousseau. Ainsi chacun a le droit de dire son opinion, de choisir son industrie, de disposer de sa propriété, d'aller et venir, sans en demander la permission et sans rendre compte de ses motifs. C'est le droit pour chacun d'influer sur l'administration du gouvernement, de se réunir à d'autres individus, de suivre le culte qui lui convient. Pourtant un tel gouvernement n'a pas évité l'accession au pouvoir d'un dictateur comme Hitler et une guerre mondiale terrifiante. Les faits nous obligent à la réflexion. La démocratie signifie aussi gouvernement par la majorité; or la majorité n'a pas toujours raison. Ce qui est également inhérent à la démocratie, c'est la liberté de pensées et d'opinions. Or, par là même, sans le savoir la démocratie tisse la trame des maux qu'elle redoute le plus. C'est ce que montre Platon, dans la République au livre VII. L'extrême liberté, dit-il, mène à une trop grande licence, ce qui finit par aboutir à une extrême servitude. La conséquence de la démocratie, c'est qu'elle risque de dégénérer en son contraire, la tyrannie. c'est pourquoi Platon déclare « Lorsqu'une cité démocratique, altérée de liberté, trouve dans ses chefs de mauvais échansons, elle s'enivre de ce vin pur au-delà de toute décence ». Et bientôt la moralité, dit Platon, passe pour ridicule; chacun voulant suivre ses désirs. La République de Platon montre que la démocratie en étant non élitiste prépare sa chute. De vagues promesses suffisent pour soulever l'enthousiasme populaire sans que l'on sache si celui qui les formule est capable de les tenir. Les sophistes en viennent à faire de l'utilité individuelle, le seul critère de toute vérité; ils mettent en question l'intérêt commun à laquelle a droit la collectivité. Désordre et immoralité sont donc pour Platon les deux dimensions conjointes au mal démocratique. Ce que regrette Platon, ici, c'est que les questions politiques, comme pour les autres domaines, ne soient pas affaire de spécialistes.

La démocratie n'est pas bonne pour tous les États, notamment quand le territoire est immense va dire Rousseau. Ainsi Rousseau, dans le Contrat Social écrit : « Chaque forme de gouvernement est la meilleure en certains cas, et la pire dans d'autres ». Pour Rousseau, l'aristocratie convient plutôt aux États de moyenne grandeur. La monarchie, selon lui correspond plus aux grands États; quant à la démocratie, elle serait idéale pour les petits

États. Car selon Rousseau, plus un État a de citoyens, plus la liberté diminue; car il faut plus de sévérité pour contenir un grand nombre de personnes, qu'un petit nombre. Pour Rousseau, la démocratie serait critiquable quand elle prétend être le régime d'un grand État. La démocratie a tendance à confondre l'égalité de droits avec l'égalitarisme. Ainsi pour Nietzsche, l'inégalité n'est pas seulement le fruit des constitutions; c'est une donnée réelle. C'est pourquoi Nietzsche déclarait « *Le mouvement démocratique est un stade décadent de l'organisation politique* ». La vie, constate Nietzsche est injuste inégalitaire, elle n'attribue pas intelligence et beauté à tous les individus. Pour Nietzsche : « *Toute élévation du type humain a été l'œuvre d'une société aristocratique, et il en sera toujours ainsi* ».

Toutes ces critiques adressées à la démocratie, montrent quelque part son côté idéal, quasi inaccessible. Rousseau dans le Contrat Social déclare ainsi : « *Il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais* ». Autrement dit, pour Rousseau, la démocratie serait à voir comme un archétype. Un peuple de dieux, nous dit Rousseau, se gouvernerait démocratiquement : « *Un tel régime, par sa perfection, n'est point fait pour les hommes* ». Cependant faut-il pour autant bannir la démocratie ? Répondre oui serait la solution de facilité.

La démocratie est un idéal vers lequel il faudrait continuellement se rapprocher comme les asymptotes se rapprochent de la ligne des coordonnées sans jamais l'atteindre. On ne peut créer les conditions parfaites pour une démocratie, du moins peut-on y tendre. Il faut une séparation des pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire comme l'a souligné Montesquieu dans son œuvre l'Esprit des Lois (1748) : « *Tout serait perdu, si le même homme, ou le même corps des principaux ou des nobles, ou du peuple, exerçaient ces trois pouvoirs : celui de faire des lois, celui d'exécuter les résolutions publiques, et celui de juger les crimes ou les différends des particuliers* ». La loi de distribution des pouvoirs garantit le fondement de l'État libre et de la démocratie. Pour qu'il y ait démocratie, il ne faut pas trop d'inégalités du niveau de vie entre les citoyens. Car la démocratie suppose l'égalité de droits des citoyens. Or, cette égalité de droits entre citoyens sera difficile à instaurer, s'il y a beaucoup d'inégalités entre les rangs et les fortunes. Les gouvernants, s'ils sont trop aisés par rapport au peuple auront tendance à être égoïstes, seront loin du peuple et de l'intérêt général. De nos jours, avec des États-Nations constituées de plusieurs millions d'individus, on est obligé d'en passer par la démocratie indirecte. La démocratie directe est matériellement impossible avec un très grand nombre de citoyens. À Athènes, il existait une sorte de démocratie directe, c'est à dire que les citoyens allaient voter à main levée à la Pnyx, mais ils n'étaient que 10 000 citoyens environ; c'était encore matériellement possible. De nos jours, au Sénégal, par exemple, il serait impossible d'avoir recours à une démocratie directe, car cela signifierait qu'en permanence il faudrait organiser des référendums dès qu'on voudrait faire passer une loi, et ceci pour des millions d'individus. Cela serait très complexe à organiser, et de plus, il faudrait que sans cesse les citoyens se renseignent sur les projets de lois, ce qui n'est pas non plus toujours matériellement possible. La démocratie indirecte est donc la solution des États modernes. Aristote dans son traité de Politique avait déjà bien vu l'opportunité d'une telle solution. Aristote, dans son traité de Politique déclare, en effet, que la meilleure constitution est médiété entre la démocratie et l'oligarchie (gouvernement de quelques uns). Le gouvernement (l'oligarchie) doit poursuivre l'intérêt général, mais on réserve à quelques uns les plus hautes fonctions. Les représentants du peuple sont élus par suffrage universel (démocratie), mais ensuite ce sont les représentants qui décident principalement des lois et de la direction de l'État (oligarchie). Notre régime actuel est un exemple type de médiété entre oligarchie et démocratie. C'est une démocratie indirecte. La démocratie représentative est plus réaliste, moins dangereuse; il y a moins de dérives possibles. Sinon, on a la possibilité de l'influence de passions populaires déchaînées.

La démocratie semble donc être le régime le plus désirable, et paraît s'opposer directement au régime tyrannique. Elle signifie aussi normalement la liberté d'opinions et de pensée. Paradoxalement, on doit donc avoir le droit de critiquer la démocratie en démocratie.

CONCLUSION

Au terme de notre analyse et au regard de ce qui précède, il était question de savoir si la démocratie peut être critiquée. Le régime démocratique est toujours quelque peu imparfait. Néanmoins, c'est le meilleur moyen pour accéder au gouvernement le plus juste. Le régime démocratique, en effet, s'accorde avec la raison. La monarchie est moins conforme à la raison que la démocratie, car comme l'a remarqué Spinoza dans le Traité Théologico-politique, il est plus facile à un seul de déraisonner que tout un peuple; car il est improbable que la majorité des hommes votent pour l'absurdité, à moins d'être désespérés.